

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/WGTCP/W/128/Rev.3
27 novembre 2003

(03-6302)

Groupe de travail de l'interaction du commerce
et de la politique de la concurrence

VUE D'ENSEMBLE DE LA LÉGISLATION NATIONALE DES MEMBRES EN MATIÈRE DE CONCURRENCE

Note du Secrétariat

Révision

Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

INTRODUCTION

1. Le présent document est la version révisée du document WT/WGTCP/W/128/Rev.2, daté du 4 juillet 2001. Il a été établi conformément à la demande formulée par le Groupe de travail à sa réunion des 20 et 21 février 2003 (WT/WGTCP/M/21, paragraphe 136) et réitérée à la réunion du Groupe de travail des 26 et 27 mai (WT/WGTCP/M/22, paragraphe 132). Comme la version précédente, il vise à récapituler, sous forme d'un tableau, les renseignements de base concernant la teneur des lois nationales sur la concurrence et les régimes d'exécution des Membres et observateurs qui figurent dans le tableau ci-joint. La version actuelle prend en compte les renseignements additionnels communiqués par un certain nombre de délégations après la parution de la version précédente. Au total, le document contient des renseignements sur les lois relatives à la concurrence et les régimes d'exécution de 55 Membres et observateurs.

2. Le tableau ci-joint reprend les rubriques des versions précédentes pour le classement des lois sur la concurrence et des régimes d'application de différents Membres et observateurs. En ce qui concerne la teneur des lois nationales, il indique si la loi contient des dispositions visant les restrictions horizontales (cartels), les restrictions verticales affectant le marché, les abus de position dominante ou la monopolisation, et les fusions. En ce qui concerne les régimes d'exécution nationaux, il spécifie l'organisme ou les organismes chargés de faire appliquer la loi, et indique si ceux-ci s'occupent aussi de la promotion de la concurrence, si les parties privées ont la possibilité, du moins dans des circonstances particulières, d'engager une action pour faire respecter la loi, et s'il est possible de recourir à des sanctions pénales dans le cadre de la loi pertinente. Le tableau comporte une nouveauté: il mentionne également les sites Internet des autorités nationales pertinentes, lorsque ce renseignement est disponible. Des renseignements complémentaires sur les lois pertinentes des Membres et des observateurs peuvent être obtenus sur les sites Internet.

3. Comme pour les versions précédentes du document, il conviendrait de noter un certain nombre de limites relatives à l'approche adoptée pour établir la version actuelle. Premièrement, le document a été établi sur la base des renseignements fournis par les Membres et les observateurs dans leurs communications écrites et orales au Groupe de travail et des autres renseignements fournis

directement au Secrétariat. De ce fait, il ne contient pas de renseignements sur les régimes de la concurrence des Membres et des observateurs qui n'ont pas fourni les renseignements pertinents à ce sujet. Il ne devrait donc *pas* être considéré comme une récapitulation exhaustive de tous les Membres de l'OMC et observateurs auprès de l'OMC qui ont mis en place un régime de la concurrence.

4. Deuxièmement, comme l'ont noté des délégations à la réunion du Groupe de travail des 19 et 20 avril 1999 (WT/WGTCP/M/8, paragraphes 106 et 107), il s'agit uniquement de faire l'inventaire des législations nationales en matière de concurrence en tant que telles. Le document ne traite donc pas des politiques nationales de la concurrence qui ne sont pas fondées sur une législation de ce genre. Des membres du Groupe de travail ont fait valoir qu'un pays pouvait avoir une politique de la concurrence sans avoir de loi en la matière¹, et deux cas où la politique de la concurrence reposait sur des instruments autres qu'une loi en la matière (par exemple une large ouverture du marché complétée, au besoin, par des règles sectorielles ou d'autres instruments) ont été présentés au Groupe de travail.²

5. Troisièmement, le tableau ci-joint est évidemment une description "à grands traits" des législations nationales. Conformément aux instructions des Membres, il indique simplement si certaines pratiques (comme les restrictions horizontales ou verticales) sont visées par les lois nationales et précise, par exemple, le titre de la loi, l'organisme chargé de l'appliquer, et la possibilité de recourir ou non à des sanctions pénales et à une action privée pour la faire respecter. En fait, chacune des rubriques du tableau pourrait en principe être divisée en plusieurs sous-rubriques indiquant, par exemple, si l'approche adoptée au sujet d'une pratique particulière est fondée sur la règle *per se* ou la règle de raison, quels facteurs sont pris en considération dans l'application des dispositions réglementaires pertinentes, et si une action privée ou des sanctions pénales sont prévues pour certains types d'infraction à la loi sur la concurrence mais pas pour d'autres.

6. Quatrièmement, le tableau ci-joint n'aborde pas la question des exceptions et exemptions à la législation nationale sur la concurrence. Des renseignements sur les exceptions et exemptions à la législation nationale sur la concurrence sont présentés dans une note distincte établie pour le Groupe de travail (WT/WGTCP/W/172).

7. Le tableau indique simplement, par une marque (✓) dans la case correspondante, si, d'après les renseignements communiqués, le point en question est traité dans la législation sur la concurrence d'un Membre. Il ne fait pas de distinction entre les cas où la disposition en question est d'application générale et ceux où elle ne s'applique que partiellement (c'est-à-dire dans un sous-ensemble de situations).

¹ WT/WGTCP/2, paragraphe 46.

² Voir les documents WT/WGTCP/W/53 et WT/WGTCP/W/141 (aperçu général de la politique de la concurrence de Hong Kong, Chine), WT/WGTCP/M/3, paragraphe 42 (présentation de la politique de la concurrence de Hong Kong, Chine au Groupe de travail) et WT/WGTCP/M/3, paragraphe 48 (présentation de la politique de la concurrence de Singapour).

ANNEXE

VUE D'ENSEMBLE DES LÉGISLATIONS NATIONALES EN MATIÈRE DE CONCURRENCE

Membre/ observateur	Législation nationale sur la concurrence	Pratiques visées				Organisme chargé de faire appliquer la loi	Cet organisme s'occupe-t-il de la promotion de la concurrence? ³	Les particuliers ont-ils le droit d'intenter une action en justice?	Des sanctions pénales sont-elles prévues? ⁴	Site Internet national
		Restrictions horizontales (cartels)	Restrictions verticales ⁵	Abus de position dominante ou monopolisation	Fusions					
Afrique du Sud	Loi n° 89 de 1998 sur la concurrence (modifiée pour la dernière fois en 2000)	✓	✓	✓	✓	Commission de la concurrence Tribunal de la concurrence Cour d'appel pour les questions de concurrence	✓	✓	✓	www.compcom.co.za www.comptrib.co.za www.comptrib.co.za/ CAC/appeal_court.htm
Allemagne	Loi allemande contre les restrictions à la concurrence (ARC), modifiée pour la dernière fois en 1999	✓	✓	✓	✓	Bundeskartellamt	✓		✓ ⁶	www.bundeskartellamt. de
Argentine	Loi n° 25.156 (1999) modifiée par les Décrets n° 89/2001 et n° 396/2001	✓	✓	✓	✓	Commission nationale de défense de la concurrence				www.mecon.gov.ar/ cndc/home.htm

³ Par promotion de la concurrence, on entend les activités menées par les services d'un organisme chargé de la concurrence ou d'une autorité apparentée pour influencer sur l'élaboration et/ou la mise en œuvre des politiques gouvernementales, des lois ou des décisions administratives affectant la concurrence.

⁴ Il est supposé que les lois nationales sur la concurrence prévoient toutes des mesures correctives civiles ou administratives; c'est pourquoi il n'en est pas expressément fait état.

⁵ Certaines lois nationales visent les restrictions verticales à travers des dispositions générales concernant les "restrictions à la libre concurrence", les "accords de limitation du commerce" ou des pratiques connexes.

⁶ Seulement pour les soumissions collusoires.

Membre/ observateur	Législation nationale sur la concurrence	Pratiques visées				Organisme chargé de faire appliquer la loi	Cet organisme s'occupe-t-il de la promotion de la concurrence? ³	Les particuliers ont-ils le droit d'intenter une action en justice?	Des sanctions pénales sont-elles prévues? ⁴	Site Internet national
		Restrictions horizontales (cartels)	Restrictions verticales ⁵	Abus de position dominante ou monopolisation	Fusions					
Australie	Loi sur les pratiques commerciales (1974)	✓	✓	✓	✓	Commission australienne de la concurrence et de la consommation (ACCC)	✓	✓		www.accc.gov.au
Autriche	Loi autrichienne sur les cartels (Kartellgesetz, BGB1 600/1988); dernière révision BGB1 I n° 33/2003 Loi sur la concurrence (Wettbewerbsgesetz, BGB1 I n° 62/2002)	✓	✓	✓	✓	Tribunal des cartels Autorité fédérale chargée de la concurrence	✓ ✓	✓	✓	www.bwb.gv.at/BWB/ default.htm
Belgique	Loi sur la protection de la concurrence économique (1993, modifications majeures en 1995)	✓	✓	✓	✓	Division Prix et Concurrence du Conseil de la concurrence, Service public fédéral Économie, PME, Classes moyennes et Énergie		✓		www.mineco.fgov.be/ organization_market/ competition/home_ en.htm
Bolivie	Loi sur la concurrence et la protection des consommateurs (projet de loi qui n'a pas encore été approuvé par le Congrès) ⁷	✓	✓	✓	✓	Vice-Ministre de l'industrie, du commerce et des exportations				

⁷ Il existe plusieurs réglementations sectorielles.

Membre/ observateur	Législation nationale sur la concurrence	Pratiques visées				Organisme chargé de faire appliquer la loi	Cet organisme s'occupe-t-il de la promotion de la concurrence? ³	Les particuliers ont-ils le droit d'intenter une action en justice?	Des sanctions pénales sont-elles prévues? ⁴	Site Internet national
		Restrictions horizontales (cartels)	Restrictions verticales ⁵	Abus de position dominante ou monopolisation	Fusions					
Brésil	Loi n° 8.884 (1962, modifiée en 1990 et révisée en 1994) Loi n° 8.137 (1990) Loi n° 9.021 (1995)	✓	✓	✓	✓	CADE (Conseil administratif de défense de l'économie) SDE (Secrétariat au droit économique, Ministère de la justice) SEAE (Secrétariat à la surveillance économique, Ministère des finances)	✓			www.cade.gov.br/ http://www.mj.gov.br/ www.fazenda.gov.br/ seae/
Canada	Loi sur la concurrence (1986, modifiée pour la dernière fois en 2002)	✓	✓	✓	✓	Commissaire à la concurrence (épaulé par les services du Bureau de la concurrence)	✓	✓	✓	www.competition.ic.gc. ca
Chili	Décret-loi n° 211 (1973, modifié pour la dernière fois en 2002)	✓	✓	✓	✓	Bureau du procureur chargé de l'économie nationale Commission de décision Commissions centrale et régionales de prévention Fiscalía Nacional Económica	✓	✓ ⁸	✓	www.minecon.cl www.fne.cl

⁸ Les particuliers peuvent faire appel des décisions de la Commission de décision devant la Cour suprême.

Membre/ observateur	Législation nationale sur la concurrence	Pratiques visées				Organisme chargé de faire appliquer la loi	Cet organisme s'occupe-t-il de la promotion de la concurrence? ³	Les particuliers ont-ils le droit d'intenter une action en justice?	Des sanctions pénales sont-elles prévues? ⁴	Site Internet national
		Restrictions horizontales (cartels)	Restrictions verticales ⁵	Abus de position dominante ou monopolisation	Fusions					
Chine	Loi sur la lutte contre la concurrence déloyale (1993)	✓		✓		Administration nationale pour l'industrie et le commerce (SAIC) ⁹				www.saic.gov.cn
Chypre	Loi n° 207/89 sur la protection de la concurrence et les quatre modifications qui lui ont été apportées ultérieurement sur la base des articles 81, 82 et 86 du Traité de Rome Douze exemptions par catégorie comme dans l'Union européenne Loi n° 22(I)/99 sur le contrôle des fusions et les trois modifications qui lui ont été apportées ultérieurement sur la base des règlements (CEE) n° 4064/89 et (CE) n° 1310/97	✓	✓	✓	✓	Division de la concurrence et de la protection des consommateurs, Ministère du commerce, de l'industrie et du tourisme Commission de la protection de la concurrence	✓	✓	✓	www.competition. gov.cy

⁹ Épaulée par des organismes régionaux.

Membre/ observateur	Législation nationale sur la concurrence	Pratiques visées				Organisme chargé de faire appliquer la loi	Cet organisme s'occupe-t-il de la promotion de la concurrence? ³	Les particuliers ont-ils le droit d'intenter une action en justice?	Des sanctions pénales sont-elles prévues? ⁴	Site Internet national
		Restrictions horizontales (cartels)	Restrictions verticales ⁵	Abus de position dominante ou monopolisation	Fusions					
Colombie	Décret n° 2153 (1992, modifié pour la dernière fois en 2003)	✓	✓	✓	✓	Office de promotion de la concurrence	✓			www.sic.gov.co
Communautés européennes	Dispositions pertinentes du Traité de Rome (en particulier les articles 81 et 82) ¹⁰ Règlement n° 1/2003 du Conseil ¹¹ Règlement n° 4064/89 sur les concentrations (modifié par le Règlement n° 1310/97) ¹² Règlement n° 447/98 de la Commission	✓	✓	✓	✓	Direction générale de la concurrence de la Commission européenne	✓	✓		europa.eu.int/comm/ competition/ index_fr.html

¹⁰ Parallèlement aux dispositions du Traité de Rome, chaque État membre des CE a sa propre législation en matière de concurrence.

¹¹ Applicable à compter du 1^{er} mai 2004.

¹² La législation de la Communauté européenne en matière de concurrence renferme aussi des dispositions concernant les aides accordées par les gouvernements nationaux (articles 87 à 89 du Traité de Rome).

Membre/ observateur	Législation nationale sur la concurrence	Pratiques visées				Organisme chargé de faire appliquer la loi	Cet organisme s'occupe-t-il de la promotion de la concurrence? ³	Les particuliers ont-ils le droit d'intenter une action en justice?	Des sanctions pénales sont-elles prévues? ⁴	Site Internet national
		Restrictions horizontales (cartels)	Restrictions verticales ⁵	Abus de position dominante ou monopolisation	Fusions					
Corée	Loi sur la réglementation des monopoles et les pratiques commerciales loyales (1980, modifiée pour la dernière fois en 2002)	✓	✓	✓	✓	Commission des pratiques commerciales loyales (KFTC)	✓	✓	✓	www.ftc.go.kr
Costa Rica	Loi n° 7472 sur la promotion de la concurrence et la protection effective des consommateurs (1994)	✓	✓	✓	✓	Comisión para la Promoción de la Competencia (Ministerio de Economía, Industria y Comercio)	✓	✓	✓ ¹³	www.meic.go.cr/esp/promocion/index.html
Croatie	Loi sur la protection de la concurrence (1995)	✓	✓	✓	✓	Office de protection de la concurrence Conseil de protection de la concurrence	✓ ¹⁴			www.crocompet.hr
Danemark	Loi n° 384 sur la concurrence (juin 1997) modifiée par la Loi n° 416 (mai 2000) et la Loi n° 426 (juin 2002)	✓	✓	✓	✓	Conseil de la concurrence Autorité chargée de la concurrence	✓		✓ ¹⁵	www.ks.dk

¹³ Conformément à l'article 65 de la Loi n° 7472, la non-observation, ou le non-respect, des décisions ou ordonnances promulguées par la Commission de la promotion de la concurrence dans les domaines relevant de sa compétence, dans les délais déterminés par la Commission, sera réputé constituer un délit pénal aux termes de l'article 305 du Code pénal.

¹⁴ Notamment par l'intermédiaire du Conseil de protection de la concurrence.

¹⁵ Seulement pour les abus de position dominante.

Membre/ observateur	Législation nationale sur la concurrence	Pratiques visées				Organisme chargé de faire appliquer la loi	Cet organisme s'occupe-t-il de la promotion de la concurrence? ³	Les particuliers ont-ils le droit d'intenter une action en justice?	Des sanctions pénales sont-elles prévues? ⁴	Site Internet national
		Restrictions horizontales (cartels)	Restrictions verticales ⁵	Abus de position dominante ou monopolisation	Fusions					
Espagne	Loi n° 16/1989 sur la défense de la concurrence (modifiée pour la dernière fois en 2003)	✓	✓	✓	✓	Servicio de Defensa de la Competencia (SDC) Tribunal de Defensa de la Competencia (TDC) Conseil des ministres ¹⁶	✓	✓		www.mineco.es/dgdc/sdc/ www.tdcompetencia.org
États-Unis d'Amérique	Loi Sherman (1890) Loi Clayton (1914) Loi FTC (1914) Loi Robinson-Patman (1936) Loi Hart-Scott-Rodino (1976) Loi sur la coopération nationale en matière de recherche et de production (1984, 1992)	✓	✓	✓	✓	Division antitrust du Département de la justice Commission fédérale du commerce	✓	✓	✓	www.usdoj.gov/atr www.ftc.gov

¹⁶ Prend les décisions dans la surveillance des fusions.

Membre/ observateur	Législation nationale sur la concurrence	Pratiques visées				Organisme chargé de faire appliquer la loi	Cet organisme s'occupe-t-il de la promotion de la concurrence? ³	Les particuliers ont-ils le droit d'intenter une action en justice?	Des sanctions pénales sont-elles prévues? ⁴	Site Internet national
		Restrictions horizontales (cartels)	Restrictions verticales ⁵	Abus de position dominante ou monopolisation	Fusions					
Fédération de Russie	Loi n° 948-1 du 22 mars 1991 sur la concurrence et la restriction aux activités des monopoles sur les marchés de produits de base Loi fédérale n° 147-FZ du 17 août 1995 sur les monopoles naturels Loi fédérale n° 117-FZ du 23 juin 1999 sur la protection de la concurrence sur le marché des services financiers Loi fédérale n° 88-FZ du 14 juin 1995 sur le soutien de l'État aux petites entreprises dans la Fédération de Russie	✓	✓	✓	✓	Ministère de la politique antimonopole et du soutien aux entreprises Bureau du Procureur général Commission fédérale de l'énergie	✓	✓	✓	www.maprf.ru
Finlande	Loi sur les restrictions à la concurrence (n° 480/1992), modifiée par les lois n° 447 et 448/1994, 600 et 908/1995, 303 et 576/1998, 91 et 623/1999, et 1512 et 1529/2001	✓	✓	✓	✓	Autorité finnoise chargée de la concurrence	✓	✓	✓	www.kilpailuvirasto.fi/ cgi-bin/english.cgi

Membre/ observateur	Législation nationale sur la concurrence	Pratiques visées				Organisme chargé de faire appliquer la loi	Cet organisme s'occupe-t-il de la promotion de la concurrence? ³	Les particuliers ont-ils le droit d'intenter une action en justice?	Des sanctions pénales sont-elles prévues? ⁴	Site Internet national
		Restrictions horizontales (cartels)	Restrictions verticales ⁵	Abus de position dominante ou monopolisation	Fusions					
France	Code de commerce, Titres II à IV	✓	✓	✓	✓	Conseil de la concurrence Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF)	✓	✓		www.conseil- concurrence.fr www.finances.gouv.fr/ DGCCRF
Géorgie	Loi sur les activités monopolistiques et la concurrence (1996)	✓	✓	✓	✓	Service d'État antimonopole (dépend du Ministère de l'économie, de l'industrie et du commerce)	✓	✓		
Grèce	Loi n° 703/77 sur le contrôle des monopoles et des oligopoles et la protection de la libre concurrence (modifiée pour la dernière fois en 2000)	✓	✓	✓	✓	Commission hellénique de la concurrence	✓		✓	www.epant.gr

Membre/ observateur	Législation nationale sur la concurrence	Pratiques visées				Organisme chargé de faire appliquer la loi	Cet organisme s'occupe-t-il de la promotion de la concurrence? ³	Les particuliers ont-ils le droit d'intenter une action en justice?	Des sanctions pénales sont-elles prévues? ⁴	Site Internet national
		Restrictions horizontales (cartels)	Restrictions verticales ⁵	Abus de position dominante ou monopolisation	Fusions					
Hongrie	Loi n° LVII de 1996 sur la prohibition des pratiques commerciales déloyales et restrictives (modifiée pour la dernière fois en 2003)	✓	✓	✓	✓	Gazdasági Versenyhivatal (Office de la concurrence)	✓	✓		www.gvh.hu
Inde	Loi sur la concurrence (2002)	✓	✓	✓	✓	Commission indienne de la concurrence	✓		¹⁷	
Indonésie	Loi n° 5/1999 sur la prohibition des pratiques monopolistiques et de la concurrence déloyale	✓	✓	✓	✓	Commission de surveillance de la concurrence (KPPU)	✓	✓ ¹⁸		www.kppu.or.id
Irlande	Loi sur la concurrence (2002)	✓	✓	✓	✓	Autorité irlandaise chargée de la concurrence	✓	✓	✓	www.tca.ie
Italie	Loi sur la concurrence et les pratiques commerciales loyales (n° 287, 1990)	✓	✓	✓	✓	Autorità Garante della Concorrenza e del Mercato	✓	✓		www.agcm.it

¹⁷ Il n'existe pas de sanctions pénales pour les infractions à la législation sur la concurrence mais de telles sanctions sont prévues pour refus d'obéissance aux décisions de la Commission de la concurrence.

¹⁸ Les particuliers doivent d'abord saisir la Commission de l'affaire. Après la décision de la Commission, ils disposent d'un certain délai pour contester cette décision devant le tribunal de district.

Membre/ observateur	Législation nationale sur la concurrence	Pratiques visées				Organisme chargé de faire appliquer la loi	Cet organisme s'occupe-t-il de la promotion de la concurrence? ³	Les particuliers ont-ils le droit d'intenter une action en justice?	Des sanctions pénales sont-elles prévues? ⁴	Site Internet national
		Restrictions horizontales (cartels)	Restrictions verticales ⁵	Abus de position dominante ou monopolisation	Fusions					
Japon	<p>Loi antimonopole (Loi n° 54 de 1947, modifiée par les lois postérieures)</p> <p>Loi contre les primes injustifiables et les déclarations mensongères (Loi n° 134 du 15 mai 1962, modifiée pour la dernière fois en 2003)</p> <p>Loi contre le paiement tardif aux sous-traitants des revenus provenant de la sous-traitance (Loi n° 120 du 1^{er} juin 1956, modifiée pour la dernière fois en 2003)</p> <p>Loi sur l'élimination et la prévention des soumissions concertées (Loi n° 101 de 2002)</p>	✓	✓	✓	✓	Commission des pratiques commerciales loyales (JFTC)	✓	✓	✓	<p>www.jftc.go.jp (en japonais)</p> <p>www2.jftc.go.jp/e-page/ (en anglais)</p>
Kenya	Loi sur les pratiques commerciales restrictives, les monopoles et le contrôle des prix (1989)	✓	✓	✓	✓	Commission des monopoles et des prix		✓	✓	www.treasury.go.ke/ monopolies.html

Membre/ observateur	Législation nationale sur la concurrence	Pratiques visées				Organisme chargé de faire appliquer la loi	Cet organisme s'occupe-t-il de la promotion de la concurrence? ³	Les particuliers ont-ils le droit d'intenter une action en justice?	Des sanctions pénales sont-elles prévues? ⁴	Site Internet national
		Restrictions horizontales (cartels)	Restrictions verticales ⁵	Abus de position dominante ou monopolisation	Fusions					
Luxembourg	Loi concernant les pratiques commerciales restrictives (1970) Harmonisation avec les articles 81 et 82 du Traité CE (anciennement 85 et 86) (1972, modifiés en 1993 et 2003) Règlement n° 4064/89 relatif au contrôle des opérations de concentration entre entreprises (1989)	✓	✓	✓		Direction de la concurrence et de protection des consommateurs du Ministère de l'économie Commission des pratiques commerciales restrictives		✓	✓	www.eco.public.lu/ activites/direction_ concurrence/index.html
Maroc	Loi sur la liberté des prix et la concurrence (1999)	✓		✓	✓	Conseil de la concurrence			✓	
Mexique	Loi fédérale sur la concurrence (1993) Code de règlements relatifs à la Loi fédérale sur la concurrence (1998)	✓	✓	✓	✓	Commission fédérale de la concurrence	✓		¹⁹	www.cfc.gob.mx

¹⁹ La Commission fédérale de la concurrence (CFC) peut saisir le Procureur général de certaines violations de la Loi fédérale sur la concurrence en vue d'une éventuelle inculpation pénale des personnes responsables. Cette option s'applique dans les cas comportant i) des pratiques monopolistiques qui affectent gravement le marché des marchandises nécessaires; ii) la communication de faux renseignements à la CFC; et iii) la non-conformité avec une décision finale de la CFC au sujet de laquelle toutes les procédures de recours ont été épuisées.

Membre/ observateur	Législation nationale sur la concurrence	Pratiques visées				Organisme chargé de faire appliquer la loi	Cet organisme s'occupe-t-il de la promotion de la concurrence? ³	Les particuliers ont-ils le droit d'intenter une action en justice?	Des sanctions pénales sont-elles prévues? ⁴	Site Internet national
		Restrictions horizontales (cartels)	Restrictions verticales ⁵	Abus de position dominante ou monopolisation	Fusions					
Norvège	Loi sur la concurrence (1993)	✓	✓	✓	✓	Autorité chargée de la concurrence	✓	✓	✓	www.konkurransetil synet.no
Nouvelle- Zélande	Loi de 1986 sur le commerce (modifiée en 2001)	✓	✓	✓	✓	Commission du commerce	²⁰	✓		www.comcom.govt.nz
Pakistan	Ordonnance sur les monopoles et les pratiques commerciales restrictives (contrôle et prévention) (1970, modifiée pour la dernière fois en 2002) Loi d'Islamabad sur la protection des consommateurs (1995) Loi sur la protection des consommateurs (1997) - promulguée dans la province de la Frontière Nord-Ouest ²¹	✓	✓	✓	✓	Autorité de contrôle des monopoles Conseil de protection des consommateurs, Islamabad (non encore constitué)		✓		
Pays-Bas	Loi sur la concurrence (1998)	✓	✓	✓	✓	Autorité des Pays-Bas chargée de la concurrence		✓ ²²		www.nmanet.nl/en/ default.asp

²⁰ D'autres organismes gouvernementaux en Nouvelle-Zélande s'occupent de la promotion de la concurrence.

²¹ La législation du Pakistan comprend aussi un certain nombre de lois sectorielles qui traitent de questions relatives à la concurrence, chacune de ces lois portant création d'une autorité compétente pour faire appliquer la réglementation.

²² La législation nationale sur la concurrence ne prévoit pas pour les particuliers le droit d'intenter une action mais ceux-ci peuvent déférer une affaire à un tribunal en invoquant le droit civil outre la Loi sur la concurrence.

Membre/ observateur	Législation nationale sur la concurrence	Pratiques visées				Organisme chargé de faire appliquer la loi	Cet organisme s'occupe-t-il de la promotion de la concurrence? ³	Les particuliers ont-ils le droit d'intenter une action en justice?	Des sanctions pénales sont-elles prévues? ⁴	Site Internet national
		Restrictions horizontales (cartels)	Restrictions verticales ⁵	Abus de position dominante ou monopolisation	Fusions					
Pérou	Décret-loi n° 701 (1991)	✓	✓	✓	✓	INDECOPI (Institut national de défense de la concurrence et de protection de la propriété intellectuelle) Commission de la libre concurrence	✓	✓		www.indecopi.gob.pe
Pologne	Loi du 15 décembre 2000 sur la concurrence et la protection des consommateurs	✓	✓	✓	✓	Office de la concurrence et de la protection des consommateurs	✓	✓		www.uokik.gov.pl
Portugal	Loi n° 18 de 2003 et Décret-loi n° 10/2003	✓	✓	✓	✓	Autoridade da Concorrência (Autorité chargée de la concurrence)	✓	✓		www.autoridadeda concorrenca.pt
République slovaque	Loi n° 136 de 2001 sur la protection de la concurrence	✓	✓	✓	✓	Bureau antimonopole	✓	✓	✓	www.antimon.gov.sk
République tchèque	Loi sur la protection de la concurrence (Loi n° 143/2001)	✓	✓	✓	✓	Office de protection de la concurrence	✓	✓		www.compet.cz
Roumanie	Loi n° 21/1996 sur la concurrence	✓	✓	✓	✓	Conseil de la concurrence Office de la concurrence	✓	✓	✓	www.competition.ro www.oficiul concurentei.ro
Royaume-Uni	Loi sur le commerce loyal (1973) Loi sur la concurrence (1998) Loi sur les entreprises (2002)	✓	✓	✓	✓	Office de la concurrence loyale Commission de la concurrence Cour d'appel pour les questions de concurrence	✓	✓	✓	www.oft.gov.uk www.competition- commission.org.uk www.catribunal.org.uk

Membre/ observateur	Législation nationale sur la concurrence	Pratiques visées				Organisme chargé de faire appliquer la loi	Cet organisme s'occupe-t-il de la promotion de la concurrence? ³	Les particuliers ont-ils le droit d'intenter une action en justice?	Des sanctions pénales sont-elles prévues? ⁴	Site Internet national
		Restrictions horizontales (cartels)	Restrictions verticales ⁵	Abus de position dominante ou monopolisation	Fusions					
Slovénie	Loi sur la prévention des restrictions à la concurrence (1999)	✓	✓	✓	✓	Office de protection de la concurrence	✓	✓		www.sigov.si/uvk
Suède	Loi sur la concurrence (1993, modifiée pour la dernière fois en 2002)	✓	✓	✓	✓	Autorité chargée de la concurrence	✓	✓		www.kkv.se
Suisse	Loi fédérale sur les cartels et autres restrictions à la concurrence (1995)	✓	✓	✓	✓	Commission de la concurrence Commission de recours pour les questions de concurrence Conseil fédéral ²³	✓	✓	✓	www.weko.ch www.reko.admin.ch www.admin.ch
Taipei chinois	Loi sur la concurrence loyale (1992, modifiée pour la dernière fois en 2002)	✓	✓	✓	✓	Commission de la concurrence loyale	✓	✓	✓	www.ftc.gov.tw
Tanzanie	Loi sur la concurrence loyale (2001)	✓	✓	✓	✓	Commission de la concurrence loyale				
Thaïlande	Loi sur la concurrence (1999)	✓	✓	✓	✓	Commission de la concurrence	✓	✓	✓	www.dit.go.th

²³ Le Conseil fédéral a compétence pour autoriser, à titre exceptionnel, des accords et des pratiques illicites d'entreprises ayant une position dominante, ainsi que les concentrations d'entreprises interdites.

Membre/ observateur	Législation nationale sur la concurrence	Pratiques visées				Organisme chargé de faire appliquer la loi	Cet organisme s'occupe-t-il de la promotion de la concurrence? ³	Les particuliers ont-ils le droit d'intenter une action en justice?	Des sanctions pénales sont-elles prévues? ⁴	Site Internet national
		Restrictions horizontales (cartels)	Restrictions verticales ⁵	Abus de position dominante ou monopolisation	Fusions					
Turquie	Loi n° 4054 (1994)	✓	✓	✓	✓	Autorité chargée de la concurrence	✓	✓		www.rekabet.gov.tr
Ukraine	Loi sur la protection de la concurrence (2001) Loi sur la protection contre la concurrence déloyale (1996) Loi sur la Commission antimonopole de l'Ukraine (1993)	✓	✓	✓	✓	Commission antimonopole	✓	✓	✓ ²⁴	www.amc.gov.ua
Venezuela	Loi sur la promotion et la protection de la libre concurrence (Loi en faveur de la concurrence, 1992)	✓	✓	✓	✓	Pro-Competencia (Direction générale de la promotion et de la protection de la libre concurrence)		✓		www.procompetencia. gov.ve

²⁴ Le Code pénal de l'Ukraine prévoit des sanctions pénales en cas de participation forcée à des actions anticoncurrentielles, qui sont interdites par la Loi sur la protection de la concurrence.